



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 2020-1664 du 05 août 2020
relatif à la substitution de la société ENGIE par la MGP (Métropole du Grand Paris) pour la réalisation
des travaux de réhabilitation de l'ancien site ENGIE à Saint-Denis

Le préfet de la Seine-Saint-Denis,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.512-21, R.512-46-25 et suivants
et R.512-76 à R.512-81,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et notamment
son article 173,

VU le décret n° 2015-1004 du 18 août 2015 modifié portant application de l'article L. 512-21 du code
de l'environnement,

VU les arrêtés préfectoraux des 13 juin 2000, 7 janvier 2002, 12 mars 2010 réglementant les activités
de la société ENGIE sises 361, avenue du président Wilson à Saint-Denis,

VU la notification de la cessation d'activité définitive effectuée par la société ENGIE le 30/04/2019,

VU la transmission du mémoire de cessation d'activité transmis par la société ENGIE le 16 décembre
2019 et les justificatifs de mise en sécurité du site transmis le 15 janvier 2020,

VU le rapport de l'Inspection des ICPE du 24 juin 2020 actant la mise en sécurité du site,

VU la demande d'accord préalable au titre de l'article R.512-76-IV du code de l'environnement
présentée le 17 mars 2020 par la MGP,

VU le dossier de substitution prévu à l'article R.512-78-I du code de l'environnement, transmis
également le 17 mars 2020 par la MGP, complété le 19 avril 2020, en vue de se substituer à la société
ENGIE pour réaliser les travaux de réhabilitation des terrains ayant accueilli des installations classées
sis 361, avenue du président Wilson à Saint-Denis ,

VU le plan de Conception des Travaux transmis en complément le 6 mai 2020 et l'addendum au plan
de conception des travaux transmis le 15 juin 2020,

VU la délibération du conseil de la métropole du 4 décembre 2019 concernant l'inscription du montant
des travaux de réhabilitation aux budgets 2020 et 2021,

VU le courrier de l'EPT Plaine Commune du 30 juillet 2019, constituant les accords au titre de l'article R.512-76-III du code de l'environnement sur les types d'usages envisagés,

VU le courrier du 11 mars 2020 de la société ENGIE, en sa qualité d'exploitant des installations classées, constituant l'accord au titre de l'article R.512-76-I du code de l'environnement sur les types d'usages envisagés,

VU la notification des usages futurs du site délivré par M. le préfet en date du 15 juillet 2020 à la MGP en sa qualité de tiers demandeur et propriétaire des terrains, à ENGIE en sa qualité d'exploitant et à l'EPT Plaine Commune, compétent en matière d'urbanisme,

VU le courrier de la société ENGIE en date du 11 mars 2020, complété les 27 mai 2020 et 17 juin 2020 donnant son accord sur le dossier de substitution et constituant l'accord au titre de l'article R. 512-78-II du code de l'environnement,

VU le courriel de la DRIEE en date du 5 mai 2020 demandant des compléments sur le dossier de substitution déposé par la MGP,

VU le plan de gestion n°103533/A du 3 avril 2020 établi par la société ICF/ANTEAGROUP, transmis par courrier du 17 mars 2020 au préfet de Région et par courriel le 19 avril 2020 à l'UD DRIEE,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 juin 2020 proposant un projet de prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation des terrains anciennement exploités par la société ENGIE et sollicitant l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) sur ce projet de prescriptions,

VU l'avis émis par le CODERST dans sa séance du 10 juillet 2020 au cours de laquelle le demandeur a été entendu,

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 16 juillet 2020 à la MGP,

VU l'absence d'observation formulée par la MGP sur ce projet d'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT que la mise en sécurité du site est effective,

CONSIDÉRANT que tel que prévu par l'article L.512-21 du code de l'environnement, la MGP souhaite se substituer à la société ENGIE pour réaliser les travaux de réhabilitation des terrains anciennement exploités par la société ENGIE,

CONSIDÉRANT que la MGP souhaite réhabiliter les terrains dans le cadre d'une vaste opération associant divers programmes (logements, bureaux, équipements publics dont des bassins pour le centre aquatique olympique et un groupe scolaire, commerces et pôle sportif) notamment dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024,

CONSIDÉRANT que la MGP souhaite se substituer intégralement aux obligations de réhabilitation y compris la surveillance à exercer et les restrictions d'usage,

CONSIDÉRANT que la demande de substitution déposée par la MGP concerne l'ensemble du terrain (parcelles BY 20-43-61) situées sur la commune de Saint-Denis,

CONSIDÉRANT que l'EPT Plaine Commune a émis un avis favorable en date du 13 juillet 2019 sur les types d'usages proposés par la MGP pour la réhabilitation des terrains anciennement exploités par la société ENGIE,

CONSIDÉRANT que la société ENGIE a donné son accord, le 11 mars 2020 complété les 27 mai 2020 et 17 juin 2020, sur les usages projetés par la MGP, l'étendue du transfert des obligations de réhabilitation et le dossier de substitution complété par la MGP les 17 avril 2020, 06 mai 2020 et 15 juin 2020,

CONSIDÉRANT que les usages tertiaire, habitation, espaces publics et équipements publics sont retenus pour la réhabilitation du site,

CONSIDÉRANT que le site a fait l'objet d'études ayant montré une pollution importante essentiellement en hydrocarbures C₅-C₄₀, en HAP, en BTEX, et, dans une moindre mesure en COHV et cyanures, des sols et des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT la nécessité de supprimer les sources de pollution identifiées et notamment les sources de pollutions concentrées, ou, à défaut d'en maîtriser les impacts et que l'état des sols après travaux soit compatible avec l'usage projeté,

CONSIDÉRANT les différents scénarios de traitement envisagés sur le site,

CONSIDÉRANT les coûts de chacune des options développées dans le plan de gestion,

CONSIDÉRANT que le scénario de gestion retenu proposant l'excavation des sources de pollutions concentrées des sols de la zone non saturée et de la zone de battement de la nappe, et le traitement des eaux de fond de fouille le cas échéant,

CONSIDÉRANT que la MGP propose des mesures permettant de limiter les nuisances éventuelles occasionnées par le chantier qu'il convient de prescrire,

CONSIDÉRANT que la demande d'accord préalable et le dossier de substitution déposé par la MGP le 17 mars 2020 et complétés le 17 avril 2020 (plan de gestion se substituant la version déposée le 17 mars 2020, Rapport n°103533/A 3 avril 2020), le 06 mai 2020 (plan de conception des travaux du 5 mai 2020), le 15 juin 2020 (addendum au plan de conception des travaux) contiennent l'ensemble des éléments demandés aux articles R.512-76-IV et R.512-78-I du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que des investigations complémentaires sont nécessaires sur certaines zones qui n'ont pas pu être investiguées à ce jour pour des raisons de sécurité et que la MGP doit se positionner, sur la base des résultats de ces nouvelles investigations, sur la modification éventuelle des mesures de gestion prévues,

CONSIDÉRANT que la surveillance de la qualité des eaux souterraines pendant les travaux doit également porter sur les cyanures libres et totaux, traceur de l'activité des anciennes usines à gaz,

CONSIDÉRANT qu'une pollution résiduelle subsistera après les travaux de réhabilitation et qu'il y a lieu de conserver la mémoire de cette pollution et de mettre en œuvre des restrictions d'usage qui pourront prendre la forme de servitudes d'utilité publique,

CONSIDÉRANT que le dossier de substitution déposé par la MGP contient l'ensemble des éléments demandés à l'article R.512-78-I du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le préfet, en application de l'article R.512-78-III du code de l'environnement, statue sur la substitution du tiers demandeur et définit par arrêté pris dans les formes de l'article R.181-45 du code précité, les travaux de réhabilitation du site,

CONSIDÉRANT que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent arrêté encadre la procédure de substitution relative à la réhabilitation des terrains sis 361, avenue du Président Wilson à Saint-Denis ayant accueilli les activités dont la responsabilité revient à la société ENGIE.

Les terrains concernés sont les parcelles BY 20-43-61 situées sur la commune de Saint-Denis (93200).

La substitution s'exerce entre :

L'exploitant, ENGIE, société anonyme, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 542 107 651 dont le siège est situé 1 place Samuel de Champlain - 92400 COURBEVOIE représenté par M. Jean CLAMADIEU, Président du conseil d'administration d'ENGIE.

Et

«le tiers demandeur », la Métropole du Grand Paris (MGP), ci-après dénommée « tiers demandeur », Métropole, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, dont le SIREN est 200 054 781 et dont le siège est situé 15 avenue Pierre MENDES FRANCE 75013 PARIS, représenté par Patrick OLLIER, président.

ARTICLE 2 – ÉTENDUE DU TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE RÉHABILITATION

La MGP se substitue à la société ENGIE en qualité de tiers demandeur au sens de l'article L.512-21 du code de l'environnement pour réaliser, sur la base du mémoire de réhabilitation n°103533/A du 3 avril 2020 établi par la société ICF/ANTEAGROUP et complété par le plan de conception des travaux du 5 mai 2020 et l'addendum au plan de conception des travaux du 15 juin 2020, les travaux de réhabilitation permettant de supprimer les sources de pollution dans les sols et les eaux souterraines et notamment les sources concentrées de pollution ou, à défaut d'en maîtriser les impacts et de rendre l'état des milieux compatible avec un usage tertiaire, habitation, espaces publics et équipements publics.

La réhabilitation concerne les parcelles BY 20-43-61, ayant accueilli des installations de la société ENGIE et situés 361, avenue du président Wilson, sur le territoire de la commune de Saint-Denis. Le périmètre est délimité sur le plan annexé au présent arrêté (annexe I).

Il s'agit notamment de réaliser :

- les opérations de réhabilitation sur site en vue d'obtenir la compatibilité entre les pollutions résiduelles et un usage de type tertiaire, habitation, espaces publics et équipements publics ;
- la vérification des atteintes des objectifs vis-à-vis des traitements engagés ;

- la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur site pendant les travaux ;
- la conservation de la mémoire et la mise en place de restrictions d’usage ;
- la surveillance des milieux post-travaux.

Toute modification du projet de réhabilitation doit faire l’objet d’une information du préfet de la Seine-Saint-Denis et de l’inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, et accompagné, le cas échéant, d’une actualisation du plan de gestion ou de tout élément permettant de statuer sur les éventuelles mesures de gestion complémentaires de la pollution qui pourront le cas échéant donner lieu à une modification des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 3 - OBJECTIF DE RÉHABILITATION

Le tiers demandeur met en œuvre les travaux de réhabilitation permettant de supprimer les sources de pollution et notamment les sources concentrées de pollution ou, à défaut, d’en maîtriser les impacts. À l’issue des travaux, l’état des milieux ne doit pas être susceptible de remettre en cause les intérêts mentionnés à l’article L.511-1 du code de l’environnement, que ce soit sur le site ou à l’extérieur de celui-ci, et doit être compatible avec un usage de type tertiaire, habitation, espaces publics et équipements publics.

Si les mesures de gestion énoncées à l’article 5 du présent arrêté ne permettent pas d’atteindre les objectifs de dépollution précités, le tiers demandeur doit mettre en œuvre des mesures de gestion complémentaires associées à un nouvel échéancier de travaux.

Pour ce faire, il peut s’appuyer sur les outils méthodologiques développés par le ministère en charge de l’écologie dans le cadre de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

ARTICLE 4 - INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES AU NIVEAU DES BÂTIMENTS RESTANT À DÉTRUIRE, ET MISE À JOUR DU PLAN DE GESTION

Compte tenu de l’inaccessibilité de certaines zones du site occupés par des bâtiments, et de la nécessité de les démolir pour pouvoir réaliser les investigations complémentaires permettant de mieux caractériser les sources de pollutions et leur extension dans les sols au droit de ceux-ci, la MGP est tenue de réaliser, conformément aux engagements pris dans l’addendum au plan de conception des travaux du 15 juin 2020, des investigations complémentaires.

Les analyses porteront sur, *a minima*, sur :

- sur brut :
 - x Ammonium ;
 - x Cyanures libres et Cyanures totaux ;
 - x BTEX ;
 - x Indice phénol ;
 - x HAP (16) ;
 - x PCB ;
 - x HCT C₅-C₁₀ et C₁₀-C₄₀ ;
- sur éluat :
 - x paramètres ISDI ;
 - x Cyanures libres ;
 - x Cyanures totaux ;
 - x Indice phénol.

Les prélèvements, conditionnement et analyses des échantillons sont réalisés selon les normes en vigueur.

Sur la base des résultats des investigations complémentaires, la MGP met à jour le plan de gestion n°103533/A du 3 avril 2020, qui propose, le cas échéant des mesures de gestion complémentaires de la pollution à celles prévues à l'article 5 du présent arrêté.

La mise à jour du plan de gestion incluant les résultats des investigations complémentaires est transmise dans le délai prescrit à l'article 14 du présent arrêté, soit au plus tard le 31 août 2021.

ARTICLE 5 – TRAVAUX DE RÉHABILITATION

Les travaux de réhabilitation prévus au présent article sont réalisés dans les délais prescrits à l'article 14 du présent arrêté. Ces délais pourront être revus après accord de l'inspection des installations classées en cas de découverte de pollution non identifiée lors des diagnostics initiaux, de difficultés de chantier non prévues ou en cas de modification du procédé de traitement des pollutions, défini dans les documents précités.

Article 5.1 - Mesures de gestion des pollutions identifiées

Sur la base du plan de gestion n°103533/A du 3 avril 2020 établi par la société ICF/ANTEAGROUP, du plan de conception des travaux n°104190/B du 5 mai 2020 établi par la société ICF/ANTEAGROUP et l'addendum au plan de conception des travaux du 15 juin 2020 établi par la société ICF/ANTEAGROUP, les travaux de réhabilitation permettant de supprimer les sources de pollution et notamment les sources concentrées de pollution dans les sols consistent à :

- Traiter les zones de pollutions concentrées par excavation et tri des matériaux impactés ;
- Gérer les terres excavées dans le cadre du projet ;
- Traiter les eaux de fonds de fouilles (écrémage), le cas échéant ;
- Maîtriser les risques sanitaires résiduels par la maîtrise des impacts résiduels.

Article 5.2 – Travaux d'excavation au niveau des sources de pollutions des sols identifiées

Les sources de pollution identifiées font l'objet de travaux de dépollution conformément aux documents cités à l'article 5.1 du présent arrêté.

Les terres impactées sont excavées pour être ensuite triées et les terres fortement impactées (pollutions concentrées) sont dirigées vers les filières de traitement, d'élimination ou de valorisation autorisées à les prendre en charge au regard des concentrations mesurées.

Les excavations sont poursuivies jusqu'aux profondeurs actuellement estimées dans les documents susvisés et poursuivies éventuellement en cas de persistance d'indices de pollution dans les sols encore en place.

En particulier, les terres susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives ou d'émettre des composés volatils sont excavées :

- sous tente avec traitement de l'air, au niveau de la zone N/E (à l'ouest du site), ou de toute autre zone le nécessitant, compte tenu de leurs concentrations élevées ;
- par emprise aussi réduite que possible et avec des moyens limitant les odeurs (manche aspirante, brumisateur...) pour toute autre zone ne pouvant être excavée sous tente.

Le stockage temporaire sur site des terres excavées et des matériaux de démolition issus du chantier et destinés à être traités ou évacués ne peut pas excéder trois mois après la fin des travaux d'excavation. Des aires de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition impactés doivent être créées sur le site, notamment une tente pour les terres les plus impactées (zone N/E). Ces

aires doivent être étanches, clairement identifiées, protégées des intempéries et permettre de recueillir et traiter les eaux météoriques conformément aux dispositions de l'article 7.2 du présent arrêté.

Ces stockages ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières.

Le programme analytique relatif au tri des terres et les résultats des analyses de caractérisation des terres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différentes catégories de terres sont identifiées sur le site au regard de leur qualité déterminée à l'issue du programme analytique. Les différents lots de terres polluées sont aménagés de façon à éviter le mélange entre catégories. Tout mélange de terres de caractéristiques différentes est interdit.

Les terres polluées sont évacuées du site par véhicule bâché jusqu'à leur prise en charge par l'installation de traitement, d'élimination ou de valorisation.

Les autres terres peuvent être réutilisées au titre de matériaux de remblaiement.

Toutes dispositions sont prises pour assurer la traçabilité des terres excavées. En particulier, en application de l'article R.541-43 du code de l'environnement, un registre chronologique de l'expédition des terres est tenu à jour. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les déchets dangereux doivent être évacués ou éliminés dans des filières autorisées. Les éventuels déchets contenant de l'amiante devront être immédiatement évacués dans des filières autorisées selon la réglementation en vigueur.

Les déchets dangereux évacués devront être accompagnés du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Article 5.3 : Apport de matériaux extérieurs

Les matériaux devant être amenés depuis l'extérieur du site afin de remblayer des excavations dues aux travaux de réhabilitation doivent être des matériaux inertes respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 définissant les déchets inertes ou doivent respecter les dispositions du « Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement ».

Article 5.4 – Remblaiement et contrôle des fouilles

Le remblaiement des fouilles est possible uniquement après avoir vérifié la qualité du fond et des flancs de fouille et l'atteinte des objectifs de dépollution définis en application de l'article 3 du présent arrêté.

À cet effet, des prélèvements d'échantillons de sols en fond et flanc de fouille représentatif sont prélevés et analysés. Lors du prélèvement d'échantillon de sol, toute disposition est prise pour limiter la volatilisation des polluants, en particulier, un matériel adapté est utilisé à cet effet.

Les analyses portent, *a minima*, les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les hydrocarbures totaux (C₅-C₁₀ et C₁₀-C₄₀) et, le cas échéant sur les cyanures et les COHV (Composés Organo-Halogénés Volatils, dont le trichloréthylène et ses produits de dégradation).

Ces prélèvements sont complétés par des prélèvements de gaz de sols. Les analyses des échantillons de gaz de sols portent sur les hydrocarbures totaux C₆-C₁₆, les BTEX, les HAP, et les COHV (dont le trichloréthylène et ses produits de dégradation).

Les prélèvements, conditionnement et analyses des échantillons de sols et de gaz de sols sont réalisés selon les normes en vigueur.

En cas de remblaiement par des terres d'apport extérieur, les terres excavées sont remplacées par des matériaux dont la qualité et l'origine ont été vérifiées au préalable.

Pour que les terres polluées puissent être utilisées en remblais sur le site, le tiers demandeur doit être en mesure de démontrer que le niveau de pollution résiduelle de ces terres est compatible avec l'usage projeté du site. Les analyses relatives aux échantillons prélevés au niveau d'un lot de terres traitées doivent être représentatives de l'ensemble de celui-ci.

Pour les zones qui ne sont pas remblayées, compte tenu des aménagements à réaliser dans la continuité, celles-ci devront être sécurisées pour éviter toute chute de personnes, d'engins et tout affaissement.

ARTICLE 6 : GESTION DU CHANTIER DE RÉHABILITATION

Article 6.1 : Organisation du chantier de réhabilitation

Un prestataire mandaté par la MGP, indépendant des prestataires chargés des opérations de réhabilitation, est chargé de vérifier que les travaux sont réalisés conformément au dossier visé à l'article 2 du présent arrêté et aux dispositions du présent arrêté, ceci au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

À cette fin, avant le démarrage des travaux, la MGP ou l'organisation qu'elle a mandatée pour le suivi du chantier met en place les procédures d'organisation qualité. Ces procédures précisent notamment :

- les responsables des différentes opérations du chantier, et les habilitations éventuellement nécessaires ;
- la description des modes opératoires pour les différentes opérations ;
- le plan d'échantillonnage et modalités de caractérisation et tri des lots de terre ;
- le plan de contrôle des différentes opérations et les modalités de gestion des écarts, non-conformité et anomalies ;
- les dispositions prévues pour assurer une traçabilité des mouvements de terre sur le site, et à l'extérieur ;
- les dispositions d'information en cas d'incident/accident ou en cas de signalement de nuisances par des riverains en application de l'article 7.1 du présent arrêté.

En cas d'évolution des travaux et du chantier, les procédures sont actualisées. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2 - Modification du chantier de réhabilitation

Tout projet de modification notable du mode d'exploitation du chantier doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.

Article 6.3 - Gestion des incidents

En cas de découverte d'un nouvel impact non identifié dans les études préalables mais susceptible de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement, il appartient au tiers demandeur de prendre toutes les dispositions appropriées pour les supprimer ou limiter leur impact. Une information systématique de l'Inspection des Installations Classées doit être faite dans les meilleurs délais.

Le tiers demandeur doit prendre toute disposition pour éviter la survenue d'incident pouvant être lié au contact cutané, à l'inhalation ou à l'ingestion de poussières ou de terres provenant des pollutions historiques identifiées sur le site.

Si les travaux de réhabilitation sont concomitants avec des travaux de construction, ils ne doivent pas entraîner de risques pour le personnel présent sur les différents chantiers. Pour cela, des dispositions spécifiques doivent être établies dans une consigne écrite et mises en œuvre sur le terrain.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de réhabilitation et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement doit être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Article 6.4 – Circulation des engins

Le site est aménagé de manière à permettre la circulation, le stationnement et l'évolution des véhicules en limitant la gêne de la circulation sur la voie publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour ne pas souiller la voirie publique (enrobage des voies de circulation, nettoyage régulier...).

Article 6.5 – Contrôle d'accès et gardiennage

Le chantier est interdit au public. Des panneaux de signalisation et d'interdiction de fumer sont mis en place à cet effet.

Afin d'en interdire l'accès, le chantier est efficacement clôturé et l'interdiction d'y pénétrer, pour toute personne qui lui est étrangère, est affichée de manière visible.

Afin d'appliquer ces prescriptions un gardiennage doit être mis en place sur le chantier visant à contrôler les accès pendant les heures d'ouverture du chantier. En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'activité.

Article 6.6 - Suivi des travaux

Un registre des travaux de réhabilitation doit être mis à jour quotidiennement dès le début des travaux.

Ce registre consigne les travaux et contrôles réalisés ainsi que toutes les informations relatives à la sécurité et aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement. Les écarts détectés font l'objet d'actions correctives. Le rapport de fin de travaux prévu à l'article 12 du présent arrêté en fait état.

La nature et les quantités de déchets éliminés hors site et l'installation d'élimination et/ou valorisation de ces déchets et les quantités de terres réutilisées sur site sont répertoriées.

Ce registre ainsi que les bordereaux de suivi de déchets est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une surveillance adaptée est mise en place pendant les travaux afin notamment de s'assurer :

- de l'absence d'impact significatif de ces derniers vis-à-vis des tiers,
- de l'efficacité des mesures de gestion engagées.

ARTICLE 7 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES ASSOCIÉES AUX TRAVAUX DE RÉHABILITATION

Les installations sont conduites, maintenues et exploitées (y compris les circulations de camions) de manière à minimiser les nuisances (bruits, odeurs, vibrations...) susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

En particulier, les roues doivent être nettoyées si nécessaire avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site. À défaut, les voiries salies autour du site à cause du chantier doivent être nettoyées dans les meilleurs délais.

Les travaux de dépollution doivent être réalisés de telle sorte qu'il ne résulte pas de risque, tant sur le plan environnemental que sanitaire, sur le site et les terrains environnants, en matière notamment :

- de transfert de pollution,
- d'incendie ou d'explosion,
- de stabilité des bâtiments situés à proximité des zones d'excavation.

Les techniques ci-dessus sont données à titre indicatif. D'autres solutions peuvent être envisagées et mises en œuvre après accord de l'inspection des installations classées, en particulier si les objectifs de réhabilitation définis dans le plan de gestion susvisé et le présent arrêté ne sont pas atteints.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les dispositions du dossier proposé par la MGP et visé à l'article 2 du présent arrêté ou des prescriptions du présent arrêté est porté immédiatement à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.

Article 7.1 – Procédure d'information et d'alerte en cas d'incident/accident

La MGP prend toute disposition afin que les riverains puissent signaler les éventuelles nuisances occasionnées par le chantier et que la MGP puisse prendre, dans les meilleurs délais, les mesures pour y remédier. Elle en informe le préfet et l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Une procédure d'alerte des riverains est mise en place en cas d'incident/accident sur le chantier.

Article 7.2 – Prévention de la pollution de l'eau

Les éventuelles eaux qui entrent en contact avec les terres excavées sont récupérées de façon à ne pas polluer les sols et doivent être éliminées dans des installations dûment autorisées à les recevoir, ou traitées sur site avant rejet au réseau d'assainissement. Le rejet des effluents liquides dans le réseau d'assainissement se fait après accord du gestionnaire du réseau.

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incident se produisant sur le site, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'impacter le milieu récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

Article 7.3 – Prévention de la pollution de l’air

Le tiers demandeur prend, sur le chantier, toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les émissions dans l’atmosphère de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé publique ou à la sécurité publique ainsi qu’à l’environnement.

En particulier, des dispositions appropriées seront prises pour limiter l’envol de poussières et les nuisances olfactives liées à l’aire de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition. Si nécessaire, les émissions de poussières sont limitées par bâchage des matériaux excavés et par arrosage des voies de circulation.

Tout brûlage à l’air libre est interdit.

Le tiers demandeur met en place avant le début du chantier un plan de prévention et de surveillance des nuisances olfactives liés à son chantier. Il met en œuvre avec réactivité les mesures correctives efficaces en cas de survenue de nuisances olfactives si elles apparaissent, afin de les supprimer et de limiter l’envol de poussières.

S’agissant de l’unité de traitement des tentes, les effluents atmosphériques sont traités avant rejet. Les prélèvements, le conditionnement et les analyses respectent les normes en vigueur.

Des mesures quantitatives une semaine après la mise en route de l’unité puis selon une fréquence trimestrielle avec une mesure en entrée et sortie de l’unité. Les analyses portent, *a minima*, sur les paramètres suivants :

- débit gazeux ;
- HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ;
- COV (composé organiques volatils) ;
- poussières ;
- suivi PID en continu.

Les autres polluants qui pourraient être rejetés doivent respecter les valeurs limites fixées par l’arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d’eau ainsi qu’aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l’environnement soumises à autorisation.

Les résultats sont tenus à la disposition de l’inspection des installations classées.

Les installations de traitement des effluents gazeux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l’occasion du démarrage ou de l’arrêt des installations.

En cas de dépassements des valeurs en sortie de l’unité de traitement, le tiers demandeur propose des actions correctives et en informe, dans les meilleurs délais, l’inspection des installations classées.

Article 7.4 – Prévention des risques accidentels

Article 7.4.1- Prévention des risques incendie et moyens de lutte à mettre en place

Le chantier dispose des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie et adaptés au risque. Toutes dispositions sont prises pour permettre l'intervention des services de secours.

Article 7.4.2 – Zonages des dangers internes au chantier

Les zones du chantier de réhabilitation susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'apparition d'atmosphères explosibles sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.

La nature des risques et les consignes à observer sont affichées à l'entrée de ces zones. Le cas échéant, des systèmes de détection et d'alarme sont mis en place en périphérie des zones à risques.

ARTICLE 7.4.3 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

Toutes les opérations bruyantes (engins...) sont interdites en période nocturne, du lundi au vendredi de 22h00 à 7h00, le samedi avant 8h00 après 19h00 ainsi que les dimanches et jours fériés. Toutes les dispositions nécessaires sont prises par la MGP afin de limiter au maximum les nuisances sonores du chantier.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site et susceptibles d'occasionner une gêne pour le voisinage doivent être conformes à la réglementation en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment les articles R.571-44 à R.571-52 du code de l'environnement).

Toute modification d'horaire doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et du préfet le plus tôt possible.

ARTICLE 8 : ANALYSE DES RISQUES RÉSIDUELS

Le tiers demandeur réalise à la fin des travaux de réhabilitation une analyse des risques résiduels (ARR) permettant de s'assurer que l'état des milieux après travaux est compatible avec les usages envisagés.

Cette étude est basée sur les résultats dans les sols, les gaz de sols et les eaux souterraines après travaux.

Le tiers demandeur peut s'appuyer sur les outils méthodologiques développés par le ministère en charge de l'écologie.

L'ARR doit être intégrée au rapport de fin de travaux dont le contenu est détaillé à l'article 12 du présent arrêté.

S'il s'avère notamment que les expositions résiduelles traduisent des risques non acceptables au regard de l'usage retenu, le tiers demandeur propose des mesures de gestion complémentaires permettant d'atteindre les objectifs fixés aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES PENDANT LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION

Article 9.1 – Réseau de surveillance

Durant la réalisation des travaux de réhabilitation, le tiers demandeur met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

La surveillance est réalisée avant les travaux (état initial) puis mensuellement.

Cette surveillance doit comprendre, a minima, les 6 ouvrages. Le réseau de surveillance est transmis, pour information, à l'inspection des installations classées un mois avant la première campagne de prélèvements.

Les puits de contrôle doivent être protégés des pollutions accidentelles et des chocs par des dispositifs adaptés. Les têtes des puits doivent être cadenassées. L'entretien des terrains doit permettre de localiser facilement les ouvrages.

Dans le cas où certains des piézomètres implantés sur le site devaient être supprimés lors des travaux de réaménagement, ceux-ci seraient comblés dans les règles de l'art, et un réseau piézométrique de substitution, serait mis en place afin de permettre une surveillance comparable de la qualité des eaux souterraines.

Toute modification du réseau piézométrique est portée au préalable à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Article 9.2 - Prélèvements et analyses

Les analyses de ces prélèvements devront porter, *a minima*, sur les paramètres suivants :

- pH ;
- température ;
- conductivité ;
- potentiel redox ;
- O₂ dissous ;
- Hydrocarbures totaux C₅-C₁₀ et C₁₀-C₄₀ ;
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- 16 hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- COHV totaux
- cyanures ;
- ammonium ;
- indice phénol.

En cas de présence de flottants leur épaisseur devra être mesurée.

Le niveau piézométrique en cote NGF est mesuré sur chaque ouvrage lors de chaque campagne de prélèvements.

Les prélèvements, le conditionnement et les analyses sont effectués selon les normes en vigueur.

Article 9.3 - Rapport de suivi – restitution des résultats

Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, pour trois campagnes dans les deux mois qui suivent la réception des résultats de la 3^{ème} campagne.

Ce rapport comporte notamment :

- les hauteurs d'eau relevées dans chaque ouvrage de suivi exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF) ;
- le sens d'écoulement des eaux souterraines figurant sur une carte piézométrique ;
- la description des méthodes de prélèvements, de conservation, de transport et d'analyses des échantillons et la précision des normes utilisées ;
- une représentation graphique des résultats des campagnes de prélèvements successives pour chaque paramètre analysé et pour chaque point de prélèvement. Les valeurs de référence des paramètres analysés doivent également y figurer ;
- une interprétation des résultats tenant compte de l'évolution des différentes campagnes.
- la copie des rapports d'analyses.

Article 9.4 - Evolution de la surveillance

Le programme de surveillance (ouvrage, fréquence, paramètres...) peut évoluer au regard des résultats des diverses campagnes d'analyses. Si le tiers demandeur désire modifier ce programme, il doit, au préalable, en faire la demande auprès du Préfet .

Si les résultats d'analyses montrent une évolution défavorable des teneurs mesurées, le tiers demandeur en informe l'inspection des installations classées et Monsieur le préfet de Seine-Saint-Denis. Il doit proposer, le cas échéant, les mesures correctives à engager visant à limiter voire éliminer cette dérive.

Le tiers demandeur informe sans délai Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis si des difficultés d'accès aux ouvrages notamment hors site sont rencontrées lors des campagnes de prélèvements.

Si un ouvrage de surveillance est détérioré/endommagé, le tiers demandeur doit en informer Monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis sans délai et faire part des actions qu'il compte engager avec l'échéancier associé pour que l'ouvrage soit de nouveau opérationnel.

Si un nouvel ouvrage de suivi doit être implanté hors site, le tiers demandeur informe Monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis 15 jours au minimum avant son implantation.

Le tiers demandeur doit s'assurer que les nouveaux ouvrages respectent les dispositions des règles de l'art en vigueur (notamment l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003).

Si un ouvrage n'a plus d'utilité, le tiers demandeur doit obtenir l'accord de Monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis avant toute fermeture (comblement) de celui-ci. L'ouvrage est comblé suivant les règles de l'art en la matière. Les justificatifs de comblement sont transmis à Monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 10 : REJETS DES EAUX DE FOND DE FOUILLE OU DE RABATTEMENT DE NAPPE

Les eaux pompées en fond de fouille ou de rabattement de nappe sont rejetées au réseau public d'assainissement après traitement, sous réserve de l'accord du gestionnaire du réseau et de la mise en œuvre d'un programme de surveillance garantissant leur acceptabilité, au vu des critères fixés par le gestionnaire.

Tout rejet par infiltration ou réinjection des eaux est interdit.

ARTICLE 11 : DÉCOUVERTE DE POLLUTION

Si, au cours des travaux de réhabilitation, de démolition, ou de campagnes de surveillance de la qualité des eaux souterraines, une nouvelle source de pollution, qui n'avait pas été mise en évidence dans les études précédentes et qui est susceptible de modifier l'avancement ou la réalisation des travaux de réhabilitation, est découverte sur le site, le tiers demandeur doit en informer l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et précise les actions qu'ils comptent engager pour supprimer la source de pollution découverte.

ARTICLE 12 : RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

Dans un délai de 3 mois à l'issue des travaux, le tiers demandeur doit établir un rapport de fin de travaux et le transmettre au préfet en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire dématérialisé. Ce document justifie de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le mémoire de réhabilitation visé au présent arrêté, ainsi que de leur efficacité en matière notamment de compatibilité sanitaire entre l'état résiduel effectif du site et l'usage futur retenu, à savoir un usage de type tertiaire, habitation, espaces publics et équipements publics.

Ce document comprend, a minima, les éléments suivants :

- une synthèse des différentes investigations et opérations menées ainsi que les plans associés, notamment un bilan des quantités des terres, des éventuels matériaux traités hors site, des terres valorisées sur site et ainsi que les bordereaux de suivi de déchets associés, les rapports d'analyses des fonds et flancs de fouilles, les éventuels rapports de suivi et de contrôle dans le cas d'un recours à une installation de traitement des terres sur site, ainsi que les éléments d'informations relatifs aux terres utilisées dans le cadre du remblaiement de la zone excavée ;
- le schéma conceptuel actualisé ;
- une justification de l'acceptabilité des travaux réalisés au regard des dispositions mentionnées à l'article 3 du présent arrêté ;
- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le mémoire de réhabilitation et le présent arrêté (comprenant un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc), accompagné de photographies du chantier et intégrant un état des niveaux de dépollution effectivement atteints et la comparaison avec ceux qui étaient initialement recherchés par le mémoire de réhabilitation ;
- le rapport des actions de surveillance de l'environnement (rejets des eaux, suivi air...) réalisées sur le site pendant la durée des travaux ;
- un plan topographique du site dressé par un géomètre expert faisant apparaître le contour exact des parties excavées et remblayées, des zones réaménagées et des pollutions résiduelles (reprenant a minima les polluants traceurs des risques sanitaires), laquelle est comparée à une cartographie des pollutions initiales. S'agissant des pollutions résiduelles, le plan précise les teneurs résiduelles et la profondeur de prélèvement associée ;
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier et les mesures prises pour y remédier ;
- les rapports d'analyses de caractérisation des gaz du sol ;
- l'analyse des risques résiduels (ARR) de fin de travaux prescrite à l'article 8 du présent arrêté basée sur les teneurs résiduelles dans les sols, gaz de sols et les eaux souterraines après travaux ;
- s'il y a lieu, les modifications intervenues sur les modalités de traitement ;
- des propositions de restrictions d'usage et la forme des restrictions d'usage envisagée ou des compléments à celles proposées dans le mémoire de réhabilitation susvisé, visant à garantir dans le temps la compatibilité avec l'état résiduel de pollution des milieux au droit du site (sols, eaux souterraines, gaz du sol).

ARTICLE 13: GARANTIES FINANCIÈRES

Conformément à l'article R.512-80 du code de l'environnement, le tiers demandeur est tenu de constituer des garanties financières en vue de la réhabilitation des terrains.

La durée et le montant des garanties financières correspondent à ceux des travaux de réhabilitation.

La MGP ayant le statut d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) cette garantie est constituée par l'approbation par le conseil métropolitain du projet d'accord pour le transfert des obligations et l'inscription des crédits correspondant aux budgets 2020 et 2021 de la métropole.

En cas de modification du montant des travaux et de la durée des travaux, le tiers demandeur transmet au préfet, dans les meilleurs délais, la délibération du conseil métropolitain tenant compte des modifications.

Conformément à l'article R.512-78-V du code de l'environnement, l'inspecteur constate par procès-verbal la réalisation partielle ou totale des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire au tiers demandeur, à l'exploitant et au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

ARTICLE 14 : DÉLAIS

- Le tiers demandeur respecte les échéances suivantes :
- Plan de gestion mis à jour incluant les investigations complémentaires portant sur les bâtiments à détruire au plus tard le 31 août 2021 ;
- Rapports de fin de travaux (cf. article 12 du présent arrêté) : 3 mois après la fin des travaux ;
- Travaux de réhabilitation : fin décembre 2021;
- Mise en œuvre de la surveillance de la qualité des eaux souterraines pendant les travaux de réhabilitation dès notification du présent arrêté et selon la fréquence définit à l'article 9 du présent arrêté.
- Mise en œuvre de la surveillance de l'unité de traitement des effluents gazeux issus des tentes pour les travaux d'excavation dès notification du présent arrêté et selon la fréquence définit à l'article 7.3 du présent arrêté.

ARTICLE 15 – PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Denis (93200) et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Denis (93200) pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Seine-Saint-Denis pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 16 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93 100 Montreuil:

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de l'affichage en mairie ou de la publication sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Montreuil peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « telerecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

ARTICLE 17 – NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la Métropole du Grand Paris (MGP) en sa qualité de tiers demandeur et propriétaire des terrains, à la société ENGIE en sa qualité d'exploitant des installations classées, à l'Établissement Public Territorial Plaine Commune en tant qu'autorité compétente en matière d'urbanisme.

ARTICLE 18 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, et le maire de Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale


Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD

[illegible]

1, Esplanade Jean Moulin - 93007 - Bobigny Cedex
Téléphone : 01 41 60 60 60 - Télécopie : 01 48 30 22 88 - E-mail : prefecture@seine-saint-denis.gouv.fr